

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

## COMMUNE DE LODÈVE

### DÉCISION

numéro  
MLDC 220517\_043

portant sur

#### CONVENTION D'UTILISATION DES INSTALLATIONS MUNICIPALES PAR L'ESCADRON DE GENDARMERIE 12/6 DE LODÈVE POUR DES INTERVENTIONS PROFESSIONNELLES

Le Maire de la commune de Lodève,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L.2122-22 dont l'alinéa 5

**VU** la délibération n°MLCM\_200710\_02 du Conseil municipal du 10 juillet 2020 par laquelle le Conseil municipal délègue au Maire la prise de décision prévue aux articles du CGCT sus- visés,

**CONSIDÉRANT** les besoins d'équipements de l'Escadron de Gendarmerie 12/6 de Lodève afin d'assurer ses formations et entraînements en gestes et techniques professionnelles d'interventions.

#### DÉCIDE

- **ARTICLE 1** : De mettre à disposition des installations municipales principalement pour des formations en Gestes et Techniques Professionnelles d'Interventions des gendarmes de l'Escadron de Gendarmerie 12/6 de Lodève pour cinq années à compter de la notification de la présente décision,
- **ARTICLE 2** : Les droits et obligations de chacune des parties sont définis dans la convention annexée à la présente décision,
- **ARTICLE 3** : de dire que le présent acte sera inscrit au registre des délibérations et sera transmis au service du contrôle de légalité.

Fait à Lodève, le dix sept mai deux mille vingt-deux,



Le Maire  
Gaëlle LEVEQUE



## CONVENTION D'UTILISATIONS DES INSTALLATIONS MUNICIPALES

**VU** la décision en date du .....autorisant Madame Gaëlle LEVEQUE,  
Maire de Lodève à signer la convention :

Il est passé la convention suivante entre :

**La Commune de Lodève**, située, Place de l'Hôtel de Ville – 34700 LODEVE,  
Représentée par son Maire, Madame Gaëlle LEVEQUE,

Ci-après dénommée la Commune,

D'une part,

Et

La structure dénommée « **Escadron Gendarmerie 12/6 Lodève** » située au :  
Caserne Fouques – 34700 LODEVE  
Représentée par son Commandant **de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte  
d'Azur et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**, 162 rue de la  
Timone – 13010 MARSEILLE 10,

Ci-après dénommée la structure

D'autre part,

**Il est convenu ce qui suit**

### **Article 1 : Objet**

La Commune s'engage à mettre à la disposition de la structure et selon les disponibilités les  
installations municipales :

- Lutéva, Campeyrroux,
- Piscine,
- Vestiaires Leroy Beaulieu,
- Cimetière,
- Salles du Triumph,
- Usine à bateaux,
- Boulodrome,
- Club House,...

pour son activité dans les conditions définies dans l'article 3 de la présente convention.

### **Article 2 : Modalités**

La Commune assurera la responsabilité du propriétaire et notamment le maintien de  
l'établissement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

### **Article 3 : Conditions et durée de mise à disposition**

La mise à disposition à la dite structure, est accordée à titre gracieux pour des exercices d'interventions professionnelles par les gendarmes de l'Escadron, sur une période de 5 ans à compter de la date de signature. Toute utilisation doit faire l'objet d'une demande auprès du service municipal des sports, pour vérifier la disponibilité.

Les utilisateurs doivent respecter le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

La Commune se réserve le droit de prévoir l'attribution d'une installation, que si, la mise à disposition est possible. Dans ce cas, la structure doit anticiper toutes demandes et informer les services de la Ville par écrit dans les meilleurs délais.

#### **Article 4 : Nature des activités autorisées**

La structure s'engage à affecter l'installation, et son utilisation exclusive, à la réalisation de formations théoriques et d'exercices pratiques d'interventions professionnelles. En particulier, des « progressions tactiques » de Gendarmes au sein des divers établissements publics de la Commune, durant les horaires de fermeture au public, sans présence de personnels.

#### **Article 5 : Assurance**

La Commune s'engage en qualité de propriétaire à assurer l'ensemble de l'établissement. L'assurance de la Commune ne pourra pas assurer le matériel ne lui appartenant pas, stocké dans ses locaux.

Chacune des deux parties, Commune et Structure, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

La structure doit souscrire et prendre à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

L'état étant son propre assureur, tous les litiges possibles liés à l'activité des membres de l'Escadron sont pris en charge par les services du contentieux de l'état dès lors que les personnels sont en service. Aucune attestation ne peut donc être délivrée par la structure.

#### **Article 6 : Dénonciation, résiliation**

Outre une résiliation pour non respect d'une des dispositions de la présente convention, la convention peut être résiliée avant l'arrivée à son terme, soit sur demande de la Commune, soit sur demande de la structure :

- Ladite convention, en tant que contrat administratif d'occupation du domaine public municipal, est résiliable à tout moment par la Commune qui a pour obligation d'en avertir la structure par courrier simple, sans que cette dernière puisse se prévaloir d'un droit à indemnité.
- Ladite convention est résiliable par la structure par courrier recommandé avec avis de réception adressé à Madame Le Maire.

#### **Article 7 : Modification**

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement de la structure devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 7 ci-avant.

#### **Article 8 : Modification – Avenant**

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 9 : Règlement des litiges**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être portée devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**Article 10 : Reconduction**

La présente convention sera représentée à l'issue de la durée des 5 ans.

Fait en trois exemplaires,

À LODEVE, le ..... 2022

**Le Général de corps d'armée Marc LEVEQUE,**  
Commandant de la région de gendarmerie  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur et la gendarmerie  
pour la zone de défense et de Sécurité Sud.

**Gaëlle LEVEQUE**  
Maire de Lodève

